



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Currency Act

Loi sur la monnaie

R.S.C., 1985, c. C-52

L.R.C. (1985), ch. C-52

Current to July 25, 2022

À jour au 25 juillet 2022

Last amended on June 21, 2018

Dernière modification le 21 juin 2018

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to July 25, 2022. The last amendments came into force on June 21, 2018. Any amendments that were not in force as of July 25, 2022 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 25 juillet 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 21 juin 2018. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 25 juillet 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting currency and the Exchange Fund Account

	Short Title
1	Short title
	Interpretation
2	Definitions
	PART I
	Currency and Coinage
	Monetary Unit
3	Monetary unit
	Current Coins and Notes
7	Current coins
7.1	Current notes
	Legal Tender
8	Legal tender
9	Calling in of coins and notes
9.01	Redemption of coins
9.1	Amounts received from issue of coins
	Counterfeit Coins
10	Defacement of counterfeit coins
	Melting Coins
11	Melting down coins
	Accounts, Contracts and other Matters Relating to Money
12	Public accounts and statements
13	Contracts, etc.
14	Sums mentioned in Constitution and Acts
15	Valuation of gold, etc.
16	Conversion of foreign currencies for purposes of customs laws

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant la monnaie et le Compte du fonds des changes

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Définitions
2	Définitions
	PARTIE I
	Monnaie et pièces
	Unité monétaire
3	Unité monétaire
	Pièces et billets ayant cours légal
7	Pièces de monnaie ayant cours légal
7.1	Billets ayant cours légal
	Pouvoir libératoire
8	Pouvoir libératoire
9	Retrait de pièces et de billets
9.01	Rachat de pièces
9.1	Produit de l'émission de pièces de monnaie
	Fausse monnaie
10	Destruction des pièces fausses
	Fonte des pièces
11	Fonte des pièces
	Comptes et contrats
12	Comptes publics et actes de procédures
13	Contrats et opérations
14	Mentions de sommes dans les lois
15	Valeur de l'or, etc.
16	Législation douanière

PART II

Exchange Fund Account

- 17** Exchange Fund Account continued
- 17.1** Policy
- 17.2** Power to acquire, sell, etc.
- 17.3** Crediting of Account
- 18** Expenses
- 19** Advances out of and payments into C.R.F.
- 20** Net income credited to C.R.F.
- 21** Report to Parliament
- 22** Financial Administration Act

SCHEDULE

PARTIE II

Compte du fonds des changes

- 17** Maintien du Compte du fonds des changes
- 17.1** Politique ministérielle
- 17.2** Pouvoir d'acquérir, de vendre, etc.
- 17.3** Inscription au crédit du Compte
- 18** Dépenses
- 19** Transferts entre le Compte et le Trésor
- 20** Versement au Trésor
- 21** Rapport au Parlement
- 22** Loi sur la gestion des finances publiques

ANNEXE



R.S.C., 1985, c. C-52

L.R.C., 1985, ch. C-52

An Act respecting currency and the Exchange Fund Account

Loi concernant la monnaie et le Compte du fonds des changes

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Currency Act*.

R.S., c. C-39, s. 1; 1984, c. 9, s. 2.

Titre abrégé

1 *Loi sur la monnaie*.

S.R., ch. C-39, art. 1; 1984, ch. 9, art. 2.

Interpretation

Définitions

Definitions

2 In this Act,

Minister means the Minister of Finance. (*ministre*)

subsidiary coin [Repealed, R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 16]

R.S., 1985, c. C-52, s. 2; R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 16; 1996, c. 16, s. 60; 1999, c. 4, s. 9.

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

ministre Le ministre des Finances. (*Minister*)

pièce de monnaie divisionnaire [Abrogée, L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 16]

L.R. (1985), ch. C-52, art. 2; L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, art. 60; 1999, ch. 4, art. 9.

PART I

Currency and Coinage

PARTIE I

Monnaie et pièces

Monetary Unit

Unité monétaire

Monetary unit

3 (1) The monetary unit of Canada is the dollar.

Unité monétaire

3 (1) L'unité monétaire du Canada est le dollar.

Denominations

(2) The denominations of money in the currency of Canada are dollars and cents, the cent being one hundredth of a dollar.

R.S., 1985, c. C-52, s. 3; 1999, c. 4, s. 10.

Valeurs nominales

(2) Les valeurs nominales de la monnaie canadienne sont le dollar et le cent, celui-ci étant la centième partie d'un dollar.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 3; 1999, ch. 4, art. 10.

4 to 6 [Repealed, R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 17]

4 à 6 [Abrogés, L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 17]

Current Coins and Notes

Current coins

7 (1) A coin is current for the amount of its denomination in the currency of Canada if it was issued under the authority of

- (a) the *Royal Canadian Mint Act*; or
- (b) the Crown in any province of Canada before it became part of Canada and if the coin was, immediately before October 15, 1952, current and legal tender in Canada.

Defaced coins not current

(2) No coin that is bent, mutilated or defaced, or that has been reduced in weight otherwise than by abrasion through ordinary use, shall pass current.

R.S., 1985, c. C-52, s. 7; 1999, c. 4, s. 11.

Current notes

7.1 A note is current for the amount of its denomination in the currency of Canada if it was issued under the authority of the *Bank of Canada Act*.

2018, c. 12, s. 228.

Legal Tender

Legal tender

8 (1) Subject to this section, a tender of payment of money is a legal tender if it is made

- (a) in coins that are current under section 7; and
- (b) in notes that are current under section 7.1.

Limitation

(2) A tender of payment in coins referred to in subsection (1) is a legal tender for no more than the following amounts for the following denominations of coins:

- (a) forty dollars if the denomination is two dollars or greater but does not exceed ten dollars;
- (b) twenty-five dollars if the denomination is one dollar;
- (c) ten dollars if the denomination is ten cents or greater but less than one dollar;
- (d) five dollars if the denomination is five cents; and

Pièces et billets ayant cours légal

Pièces de monnaie ayant cours légal

7 (1) Ont cours légal, pour la valeur faciale qui y figure en monnaie canadienne, les pièces émises :

- a) sous le régime de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*;
- b) dans le cadre des attributions de la Couronne dans une province avant que celle-ci ne fasse partie du Canada et qui, avant le 15 octobre 1952, avaient cours légal et pouvoir libératoire au Canada.

Pièces défigurées

(2) Les pièces tordues, mutilées ou défigurées, ou dont le poids a été réduit autrement que par le frottement, n'ont pas cours légal.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 7; 1999, ch. 4, art. 11.

Billets ayant cours légal

7.1 Ont cours légal, pour la valeur faciale qui y figure en monnaie canadienne, les billets émis sous le régime de la *Loi sur la Banque du Canada*.

2018, ch. 12, art. 228.

Pouvoir libératoire

Pouvoir libératoire

8 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les offres de paiement ont pouvoir libératoire si elles sont effectuées avec :

- a) les pièces qui ont cours légal en vertu de l'article 7;
- b) les billets qui ont cours légal en vertu de l'article 7.1.

Limites

(2) Les offres de paiement effectuées avec des pièces visées au paragraphe (1) ont pouvoir libératoire jusqu'à concurrence des montants suivants :

- a) les pièces de deux à dix dollars : quarante dollars;
- b) les pièces de un dollar : vingt-cinq dollars;
- c) les pièces de dix cents et plus mais de moins d'un dollar : dix dollars;
- d) les pièces de cinq cents : cinq dollars;
- e) les pièces de un cent : vingt-cinq cents.

(e) twenty-five cents if the denomination is one cent.

Coins of denominations greater than ten dollars

(2.1) In the case of coins of a denomination greater than ten dollars, a tender of payment referred to in subsection (1) may consist of not more than one coin, and the tender of payment is a legal tender for no more than the value of a single coin of that denomination.

Different amounts payable on the same day

(3) For the purposes of subsections (2) and (2.1), where more than one amount is payable by one person to another on the same day under one or more obligations, the total of those amounts is deemed to be one amount due and payable on that day.

(4) [Repealed, 2012, c. 19, s. 388]

R.S., 1985, c. C-52, s. 8; R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 18; 1999, c. 4, s. 12; 2012, c. 19, s. 388; 2018, c. 12, s. 229.

Calling in of coins and notes

9 (1) The Governor in Council may, by order, call in

(a) coins of any date and denomination that are current under section 7; and

(b) any notes that are current under section 7.1.

Effect of call in

(2) Despite sections 7 and 7.1, a coin or note that has been called in is not current.

R.S., 1985, c. C-52, s. 9; R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 19; 1999, c. 4, s. 13(F); 2012, c. 19, s. 389; 2018, c. 12, s. 230.

Redemption of coins

9.01 (1) The Governor in Council may make regulations for the redemption by the Minister of coins of the currency of Canada that are or that have at any time been current in Canada.

Payments for redemption of coins

(2) Payments for the redemption of coins, including related costs, shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister.

2012, c. 19, s. 389.

Amounts received from issue of coins

9.1 All amounts received from the issue of coins of the currency of Canada must be paid into the Consolidated Revenue Fund.

R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 20; 1999, c. 4, s. 14.

Pièces de plus de dix dollars

(2.1) Dans le cas des pièces de plus de dix dollars, toutefois, l'offre ne peut consister en plus d'une pièce; son pouvoir libératoire correspond alors à la valeur faciale de la pièce.

Montants exigibles le même jour

(3) Pour l'application des paragraphes (2) et (2.1), plusieurs paiements à faire le même jour par la même personne au même créancier, qu'il s'agisse ou non de la même créance, sont réputés constituer un paiement unique.

(4) [Abrogé, 2012, ch. 19, art. 388]

L.R. (1985), ch. C-52, art. 8; L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12; 2012, ch. 19, art. 388; 2018, ch. 12, art. 229.

Retrait de pièces et de billets

9 (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, retirer :

a) toute pièce de monnaie qui a cours légal en vertu de l'article 7, quelles qu'en soient la date et la valeur faciale;

b) tout billet qui a cours légal en vertu de l'article 7.1.

Effet du retrait

(2) Malgré les articles 7 et 7.1, les pièces et les billets qui ont été retirés n'ont pas cours légal.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 9; L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F); 2012, ch. 19, art. 389; 2018, ch. 12, art. 230.

Rachat de pièces

9.01 (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue du rachat, par le ministre, de pièces de monnaie canadienne qui ont ou ont déjà eu cours légal au Canada.

Fonds requis pour le rachat

(2) Les fonds requis pour le rachat de pièces, notamment les frais afférents, sont prélevés sur le Trésor avec l'autorisation du ministre.

2012, ch. 19, art. 389.

Produit de l'émission de pièces de monnaie

9.1 Le produit de l'émission de pièces de monnaie canadienne est versé au Trésor.

L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14.

Counterfeit Coins

Defacement of counterfeit coins

10 Every officer employed in the collection of the revenue in Canada shall cause to be cut, broken or defaced every counterfeit coin that is paid to the officer in payment of an amount payable to Her Majesty, and shall forthwith forward the counterfeit coin to the Minister.

R.S., c. C-39, s. 9.

Melting Coins

Melting down coins

11 (1) No person shall, except in accordance with a licence granted by the Minister, melt down, break up or use otherwise than as currency any coin that is current and legal tender in Canada.

Offence and punishment

(2) Every person who contravenes subsection (1) or any condition attached to a licence referred to in that subsection is liable on summary conviction to a fine not exceeding two hundred and fifty dollars or to imprisonment for a term not exceeding twelve months or to both, and, in addition to any fine or imprisonment imposed, the court may order that the articles by means of or in relation to which the offence was committed be forfeited to Her Majesty.

R.S., c. C-39, s. 10.

Accounts, Contracts and other Matters Relating to Money

Public accounts and statements

12 All public accounts established or maintained in Canada shall be in the currency of Canada, and any reference to money or monetary value in any indictment or other legal proceedings shall be stated in the currency of Canada.

R.S., c. C-39, s. 11.

Contracts, etc.

13 (1) Every contract, sale, payment, bill, note, instrument and security for money and every transaction, dealing, matter and thing relating to money or involving the payment of or the liability to pay money shall be made, executed, entered into, done or carried out in the currency of Canada, unless it is made, executed, entered into, done or carried out in

- (a)** the currency of a country other than Canada; or

Fausse monnaie

Destruction des pièces fausses

10 Tout fonctionnaire affecté à la perception du revenu au Canada est tenu de faire couper, briser ou défigurer les fausses pièces de monnaie qui lui sont données en acquittement d'un montant payable à Sa Majesté et de remettre celles-ci sans délai au ministre.

S.R., ch. C-39, art. 9.

Fonte des pièces

Fonte des pièces

11 (1) Il est interdit, sauf en conformité avec un permis ministériel à cet effet, de faire fondre, briser ou utiliser autrement qu'à titre de monnaie une pièce ayant cours légal et pouvoir libératoire au Canada.

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou aux conditions du permis visé à ce paragraphe encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux cent cinquante dollars et un emprisonnement maximal de douze mois, ou l'une de ces peines, le tribunal pouvant en outre ordonner la confiscation, au profit de Sa Majesté, des objets ayant servi ou donné lieu à l'infraction.

S.R., ch. C-39, art. 10.

Comptes et contrats

Comptes publics et actes de procédures

12 Les comptes publics doivent être tenus dans tout le pays en monnaie canadienne; les sommes d'argent ou les valeurs en argent doivent, dans les procédures, notamment les actes d'accusation, être exprimées en monnaie canadienne.

S.R., ch. C-39, art. 11.

Contrats et opérations

13 (1) Les actes et opérations, notamment contrats, ventes, paiements, effets, billets, titres et valeurs, relatifs à une somme d'argent ou prévoyant soit le paiement d'une somme d'argent, soit l'obligation d'en payer une, se font d'après la monnaie canadienne, s'ils ne se font pas suivant :

- a)** soit la monnaie d'un pays étranger;

(b) a unit of account that is defined in terms of the currencies of two or more countries.

Previous contracts, etc.

(2) Notwithstanding subsection (1), every contract, sale, payment, bill, note, instrument and security for money and every transaction, dealing, matter and thing relating to money or involving the liability to pay money that was made, executed or entered into, done or carried out before October 15, 1952 shall, in so far as anything remained or remains to be or may be executed, done or carried out thereunder on or after that date, be construed and operate without reference to this Act.

R.S., c. C-39, s. 12; 1976-77, c. 38, s. 1.

Sums mentioned in Constitution and Acts

14 Any sum mentioned in dollars and cents in the *Constitution Acts, 1867 to 1982* and in any Act of Parliament shall, unless it is otherwise expressed, be construed as being a sum in the currency of Canada.

R.S., c. C-39, s. 13.

Valuation of gold, etc.

15 Notwithstanding any other law, where any law of Canada or any treaty, convention, contract or agreement to which Canada is a party makes reference to

- (a)** a currency of a country other than Canada,
- (b)** a unit of account that is defined in terms of currencies of two or more countries,
- (c)** gold, or
- (d)** a combination of any of the things mentioned in paragraphs (a) to (c),

the Governor in Council may make regulations specifying, or specifying the means or method of ascertaining, determining or calculating, the equivalent dollar value of that currency, unit of account, gold or combination thereof.

1976-77, c. 38, s. 2.

Conversion of foreign currencies for purposes of customs laws

16 For the purposes of the administration, application and operation of the laws relating to the customs, the Governor in Council may make regulations specifying, or specifying the means or method of ascertaining, determining or calculating, the equivalent dollar value of currencies of countries other than Canada for a day or any other period or generally.

1984, c. 25, s. 100.

b) soit une unité de compte définie par rapport aux monnaies de plusieurs pays.

Contrats antérieurs

(2) Toutefois, les actes et opérations visés au paragraphe (1) et intervenus avant le 15 octobre 1952, dans la mesure où ils produisent encore des effets, continuent de s'exécuter comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

S.R., ch. C-39, art. 12; 1976-77, ch. 38, art. 1.

Mentions de sommes dans les lois

14 Les sommes exprimées en dollars et en cents dans les *Lois constitutionnelles de 1867 à 1982* et dans toutes les lois fédérales le sont, sauf indication contraire, en monnaie canadienne.

S.R., ch. C-39, art. 13.

Valeur de l'or, etc.

15 Malgré toute autre disposition législative, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer l'équivalent en dollars — ou prévoir son mode de calcul — des instruments de paiement suivants, mentionnés dans les textes législatifs ou dans les traités, conventions, contrats ou accords auxquels le gouvernement du Canada est partie :

- a)** devises étrangères;
- b)** unités de compte définies par rapport aux monnaies de plusieurs pays;
- c)** l'or;
- d)** une combinaison de ces éléments.

1976-77, ch. 38, art. 2.

Législation douanière

16 Pour l'application de la législation douanière, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer l'équivalent en dollars de monnaies étrangères, ou en prévoir le mode de calcul, pour une journée ou une période plus longue, ou de façon générale.

1984, ch. 25, art. 100.

PART II

Exchange Fund Account

Exchange Fund Account continued

17 (1) The special account in the name of the Minister known as the Exchange Fund Account is continued, and all assets acquired and held by or on behalf of the Minister in the Exchange Fund Account continue to be so held.

Purposes of Account

(2) The purposes of the Exchange Fund Account are

(a) to aid in the control and protection of the external value of the monetary unit of Canada; and

(b) to provide a source of liquidity for the Government of Canada.

R.S., 1985, c. C-52, s. 17; 1993, c. 33, s. 1; 2005, c. 30, s. 113; 2018, c. 12, s. 223.

Policy

17.1 (1) The Minister may establish a policy concerning the investment of the assets held in the Exchange Fund Account, including concerning the acquisition of assets to be held in the Exchange Fund Account, based on principles that a person of ordinary prudence would apply in dealing with the property of others.

Non-delegation of power

(2) The Minister may not delegate the power to establish the policy.

Statutory Instruments Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to the policy.

2005, c. 30, s. 113.

Power to acquire, sell, etc.

17.2 (1) The Minister may acquire or borrow assets to be held in the Exchange Fund Account, and sell or lend those assets, in order to carry out the policy.

Financial transactions

(2) The Minister may carry out any transaction of a financial nature concerning assets held in the Exchange Fund Account that is in accordance with the policy.

Agents and mandataries

(3) The Minister may appoint agents and mandataries to perform services concerning the Exchange Fund Account.

PARTIE II

Compte du fonds des changes

Maintien du Compte du fonds des changes

17 (1) Le compte spécial intitulé « Compte du fonds des changes » ouvert au nom du ministre continue d'exister et les actifs acquis et détenus dans le Compte par le ministre ou en son nom continuent d'être ainsi détenus.

Objectifs du Compte

(2) Le Compte vise à :

a) aider à contrôler et à protéger la valeur de l'unité monétaire canadienne sur les marchés internationaux;

b) fournir une source de liquidités au gouvernement du Canada.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 17; 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113; 2018, ch. 12, art. 223.

Politique ministérielle

17.1 (1) Le ministre peut établir une politique concernant l'investissement des actifs détenus dans le Compte du fonds des changes, notamment afin de régir l'acquisition d'actifs. Il l'établit en se fondant sur les principes qu'une personne prudente appliquerait lorsqu'elle traite avec le bien d'autrui.

Non-délégation

(2) Le pouvoir d'établir la politique ne peut être délégué.

Loi sur les textes réglementaires

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à la politique.

2005, ch. 30, art. 113.

Pouvoir d'acquérir, de vendre, etc.

17.2 (1) Le ministre peut, afin de mettre la politique en œuvre, acquérir ou emprunter des actifs pour les détenir dans le Compte du fonds des changes et vendre ou prêter des actifs détenus dans celui-ci.

Opérations financières

(2) Le ministre peut, à l'égard des actifs détenus dans le Compte, effectuer toute opération financière conforme à la politique.

Mandataires

(3) Le ministre peut nommer des mandataires chargés de fournir des services relativement au Compte.

Delegation in writing

(4) The Minister may delegate the powers set out in subsections (1) to (3) only in writing.

2005, c. 30, s. 113.

Crediting of Account

17.3 All amounts received by the Minister from transactions carried out under subsections 17.2(1) and (2) shall be credited to the Exchange Fund Account.

2005, c. 30, s. 113.

Expenses

18 Expenses determined by the Minister to have been incurred in respect of the operation of the Exchange Fund Account shall be paid out of the Account.

R.S., c. C-39, s. 20; 1984, c. 9, s. 6.

Advances out of and payments into C.R.F.

19 The Minister may, on any terms and conditions that he or she considers appropriate, authorize

(a) advances to the Exchange Fund Account out of the Consolidated Revenue Fund; and

(b) payments out of the Exchange Fund Account into the Consolidated Revenue Fund.

R.S., 1985, c. C-52, s. 19; 2005, c. 30, s. 114; 2018, c. 12, s. 224.

Net income credited to C.R.F.

20 (1) Within three months after the end of each fiscal year, the amount of the net income of the Exchange Fund Account for the fiscal year, expressed in dollars, shall be paid into the Consolidated Revenue Fund if the net income for the year is a positive amount, and shall be charged to that Fund if the net income for the year is a negative amount.

Consistency with Public Accounts

(2) The net income of the Exchange Fund Account for a fiscal year shall be determined in accordance with accounting principles consistent with those applied in preparing the Public Accounts referred to in section 64 of the *Financial Administration Act*.

R.S., 1985, c. C-52, s. 20; R.S., 1985, c. 3 (4th Suppl.), s. 1; 2005, c. 30, s. 114.

Report to Parliament

21 (1) The Minister shall cause to be tabled before each House of Parliament a report on the operation of the Exchange Fund Account for each fiscal year within the first 60 days on which that House is sitting after the end of that fiscal year.

Délégation par écrit

(4) Le ministre ne peut déléguer que par écrit les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) à (3).

2005, ch. 30, art. 113.

Inscription au crédit du Compte

17.3 Est portée au crédit du Compte du fonds des changes toute somme reçue par le ministre dans le cadre d'opérations effectuées en vertu des paragraphes 17.2(1) et (2).

2005, ch. 30, art. 113.

Dépenses

18 Les frais qui, par décision du ministre, se rapportent à la gestion du Compte du fonds des changes sont imputés sur celui-ci.

S.R., ch. C-39, art. 20; 1984, ch. 9, art. 6.

Transferts entre le Compte et le Trésor

19 Le ministre peut, aux conditions qu'il juge indiquées, autoriser le versement :

a) d'avances au Compte du fonds des changes sur le Trésor;

b) de fonds du Compte au Trésor.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 19; 2005, ch. 30, art. 114; 2018, c. 12, art. 224.

Versement au Trésor

20 (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le résultat net — en dollars — du Compte du fonds des changes pour l'exercice est, selon qu'il est bénéficiaire ou déficitaire, versé au Trésor ou imputé sur celui-ci.

Compatibilité avec les Comptes publics

(2) Le résultat net du Compte pour un exercice est calculé en conformité avec des principes comptables compatibles avec ceux qui sont utilisés lors de l'établissement des Comptes publics visés à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

L.R. (1985), ch. C-52, art. 20; L.R. (1985), ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114.

Rapport au Parlement

21 (1) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement, dans les soixante premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'exercice, un rapport sur les opérations du Compte du fonds des changes pour cet exercice.

Contents of report

(2) The report referred to in subsection (1) shall include

- (a)** a summary of the policy established under subsection 17.1(1);
- (b)** the objectives of the Exchange Fund Account for that fiscal year, and a statement of whether those objectives have been met;
- (c)** the objectives of the Exchange Fund Account for the current fiscal year;
- (d)** the financial statements of the Exchange Fund Account; and
- (e)** a list of the agents and mandataries appointed by the Minister under subsection 17.2(3).

(f) [Repealed, 2012, c. 19, s. 172]

R.S., 1985, c. C-52, s. 21; 2005, c. 30, s. 114; 2012, c. 19, s. 172.

Financial Administration Act

22 (1) The *Financial Administration Act* does not apply to the Exchange Fund Account or operations or transactions in connection with the Account.

(2) [Repealed, 2012, c. 19, s. 173]

R.S., 1985, c. C-52, s. 22; 2005, c. 30, s. 115; 2012, c. 19, s. 173.

23 [Repealed, 2005, c. 30, s. 116]

Contenu

(2) Le rapport contient :

- a)** un résumé de la politique ministérielle concernant l'investissement des actifs détenus dans le Compte;
- b)** les objectifs du Compte pour l'exercice visé et un compte rendu indiquant s'ils ont été atteints;
- c)** les objectifs du Compte pour l'exercice en cours;
- d)** les états financiers du Compte;
- e)** le nom des mandataires nommés en vertu du paragraphe 17.2(3).

f) [Abrogé, 2012, ch. 19, art. 172]

L.R. (1985), ch. C-52, art. 21; 2005, ch. 30, art. 114; 2012, ch. 19, art. 172.

Loi sur la gestion des finances publiques

22 (1) La *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas au Compte du fonds des changes ni aux opérations qui s'y rattachent.

(2) [Abrogé, 2012, ch. 19, art. 173]

L.R. (1985), ch. C-52, art. 22; 2005, ch. 30, art. 115; 2012, ch. 19, art. 173.

23 [Abrogé, 2005, ch. 30, art. 116]

SCHEDULE

[Repealed, R.S., 1985, c. 35 (3rd Supp.), s. 23]

ANNEXE

[Abrogée, L.R. (1985), ch. 35 (3^e suppl.), art. 23]

RELATED PROVISIONS

— 2005, c. 30, s. 117

First fiscal year — payment into C.R.F.

117 The 15-month period that begins after the last calendar year for which the net income of the Exchange Fund Account was paid into or charged to the Consolidated Revenue Fund under section 20 of the *Currency Act*, as it read before the coming into force of this Part, is deemed to be the first fiscal year to which section 20 of that Act, as enacted by section 114 of this Act, applies.

— 2005, c. 30, s. 118

First fiscal year — report to Parliament

118 The 15-month period that begins after the last calendar year for which the Minister of Finance reported to Parliament under section 21 of the *Currency Act*, as it read before the coming into force of this Part, is deemed to be the first fiscal year to which section 21 of that Act, as enacted by section 114 of this Act, applies.

— 2012, c. 19, s. 194

Currency Act

194 The obligations under subsections 21(2) and 22(2) of the *Currency Act*, as those subsections read immediately before the day on which this Act receives royal assent, continue to apply in respect of the fiscal year beginning on April 1, 2012 but do not apply in respect of any subsequent fiscal year.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2005, ch. 30, art. 117

Versement au Trésor — premier exercice

117 Est réputée constituer le premier exercice à l'égard duquel s'applique l'article 20 de la *Loi sur la monnaie*, dans sa version édictée par l'article 114 de la présente loi, la période de quinze mois qui suit la dernière année civile à l'égard de laquelle le résultat net du Compte du fonds des changes a été versé au Trésor, ou imputé sur celui-ci, en application de l'article 20 de la *Loi sur la monnaie*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la présente partie.

— 2005, ch. 30, art. 118

Rapport au Parlement — premier exercice

118 Est réputée constituer le premier exercice à l'égard duquel s'applique l'article 21 de la *Loi sur la monnaie*, dans sa version édictée par l'article 114 de la présente loi, la période de quinze mois qui suit la dernière année civile à l'égard de laquelle le ministre des Finances a présenté un rapport au Parlement en application de l'article 21 de la *Loi sur la monnaie*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la présente partie.

— 2012, ch. 19, art. 194

Loi sur la monnaie

194 Les obligations prévues aux paragraphes 21(2) et 22(2) de la *Loi sur la monnaie*, dans leur version antérieure à la date de sanction de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2012, mais ne s'appliquent à l'égard d'aucun exercice subséquent.